

Initiatives parlementaires

Le député de Hull—Aylmer disait qu'en 1980 il était sur le même plateau que le premier ministre Trudeau. Je suis sûr que c'était aussi le cas de nombreux députés qui sont au pouvoir aujourd'hui. Il semble oublier que c'est sa participation à cette lutte, son association à ce leader qui lui ont valu d'être maire de Hull et aussi d'être élu député au Parlement du Canada.

Les gens de sa circonscription ne l'ont pas élu pour travailler à la scission du pays. Ils l'ont élu pour qu'il travaille à l'unité nationale. J'ai bien de la difficulté à comprendre son cheminement. Il a dit que la mort de l'Accord du lac Meech avait signifié pour lui la fin du Canada.

Pourtant, bien des gens, même au Québec, estimaient que l'Accord du lac Meech présentait de sérieuses lacunes.

M. Lapierre: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député regrette l'échec du lac Meech.

Je l'accuse, lui et ses collègues, d'avoir tué Meech.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 17 heures, conformément à l'article 36 du Règlement, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LES DÉCHETS DANGEREUX

L'INTERDICTION DE LEUR IMPORTATION

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait interdire l'importation de tous les déchets dangereux.

• (1700)

—Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir traiter de cette question à la veille d'une conférence sur l'environnement qui pourrait avoir des conséquences extrêmement importantes pour l'avenir de notre planète.

La motion que je présente est très simple, mais elle découle du travail effectué par la commission Brundtland sur notre avenir à tous, travail qui sera examiné à la loupe par les participants à la conférence de Rio de Janeiro. J'aimerais lire la motion afin qu'elle soit inscrite au compte rendu:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait interdire l'importation de tous les déchets dangereux.

Il s'agit d'une motion toute simple, mais elle se rapporte à une question à laquelle notre pays, et en fait le monde entier, fait face depuis les récentes années, c'est-à-dire la notion de développement durable.

L'un des messages de la commission Brundtland est très clair, il propose qu'il faut «penser mondialement et agir localement». Cette motion inscrit la notion d'action locale dans une loi parlementaire. Elle signifie que, lors de nos futurs développements industriels et résidentiels au Canada, nous devons être prêts à traiter nos propres déchets dangereux au pays et les autres pays devront pareillement se sentir obligés de faire de même.

Ce concept est important car, dans ce monde d'ordures où nous vivons, et le Canada est l'un des principaux producteurs d'ordures au monde, il est primordial pour nous non seulement de découvrir des méthodes de traitement de nos ordures, mais aussi de commencer à assumer la responsabilité de nos propres déchets. Cette motion permettrait de transformer ce concept en principe, plus particulièrement en ce qui concerne la question des déchets dangereux.

[Français]

J'avais tout d'abord présenté cette motion, en 1989, lorsqu'on avait appris que le Canada importait, monsieur le Président, de l'essence contaminée par les BPC. À cette époque, les clients ne soupçonnaient pas qu'ils achetaient de l'essence et de l'huile à chauffage potentiellement toxiques. Des fermiers ne savaient pas qu'ils chauffaient leurs serres avec de l'huile potentiellement toxique. Je m'étais empressée de présenter cette motion pour bannir l'importation de déchets dangereux au Canada et pour aussi faire comprendre aux Canadiens et Canadiennes que nos BPC doivent être traités chez nous. Il n'est pas suffisant de créer une exportation de BPC, mais il faudrait absolument que nous soyons prêts, chez nous, à disposer de nos propres déchets. Je l'ai fait inscrire pour le débat, en début de mai 1991, parce que je savais que non seulement la situation n'avait pas changé, mais qu'elle avait empiré.

C'est vrai, monsieur le Président, qu'à l'aube du Sommet de Rio de Janeiro, le Canada est toujours le pays qui crée plus de déchets que n'importe quel pays au monde. On est le pays le plus gaspilleur au monde. Par contre, on n'a pas adopté une politique qui accepterait la notion, en principe, que nous devrions nous-mêmes traiter nos propres déchets et surtout nos déchets toxiques.